

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES











MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**Marché de Travaux pour la réhabilitation de bâtiments
d'hébergement - Quartier Aboville
à Poitiers (86)**

SAS AVENSIA
3 IMPASSE DE LA DEVINIERE
37170 CHAMBRAY LES TOURS

MANDAT pour le MINISTERE DES ARMEES
Etablissement du Service Infrastructure de la Défense de Bordeaux
223 rue de Bègles
33068 Bordeaux Cedex

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Marché de Travaux pour la réhabilitation de bâtiments d'hébergement - Quartier Aboville à Poitiers (86)
	Type de contrat	Marché public
	Nombre de lots	15
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Avec
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	34 mois (hors GPA)
	Prix	Prix global forfaitaire
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	5
1.1 - Objet du contrat	5
1.2 - Décomposition du contrat.....	5
1.3 - Réalisation de prestations similaires.....	5
2 - Pièces contractuelles	6
3 - Intervenants	7
3.1 - Désignation de l'acheteur	7
3.2 - Représentant de l'acheteur.....	7
3.3 - Conduite d'opération	7
3.4 - Assistance à maîtrise d'ouvrage	7
3.5 - Maîtrise d'œuvre	7
3.6 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier	7
3.7 - Coordination des systèmes de sécurité incendie	7
3.8 - Contrôle technique	8
3.9 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs	8
3.10 - Sous-traitance	8
4 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité	9
4.1 - Rappel des obligations du titulaire.....	9
4.2 - Modalités de contrôle et de sanction	10
5 - Confidentialité et mesures de sécurité	10
6 - Protection des données à caractère personnel	10
7 - Durée et délais d'exécution.....	10
7.1 - Délai global d'exécution des prestations	10
7.2 - Durée du contrat	10
7.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution.....	11
8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	12
8.2 - Modalités de variation des prix.....	13
8.3 - Répartition des dépenses communes.....	14
9 - Garanties Financières.....	15
10.1 - Conditions de versement et de remboursement	16
10.2 - Garanties financières de l'avance	16
11 - Modalités de règlement des comptes	16
11.1 - Décomptes et acomptes mensuels.....	16
11.2 - Présentation des demandes de paiement.....	16
11.3 - Délai global de paiement.....	16
11.4 - Paiement des cotraitants	17
11.5 - Paiement des sous-traitants.....	17
12 - Conditions d'exécution des prestations	17
12.1 - Caractéristiques des matériaux et produits	17
12.2 - Implantation des ouvrages	18
12.3 - Préparation et coordination des travaux.....	18
12.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	18
12.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....	19
12.3.3 - Registre de chantier	19
12.4 - Etudes d'exécution	19
12.5 - Installation et organisation du chantier	20
12.5.1 - Installation de chantier	20

12.5.2 - Signalisation de chantier	20
12.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier	20
12.6.1 - Gestion des déchets de chantier	20
12.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	20
12.6.3 - Documents à fournir après exécution	20
13 - Développement durable	21
14 - Réception	21
14.1 - Réception des travaux	21
14.1.1 - Dispositions applicables à la réception	21
14.1.2 - Réception partielle	22
14.1.3 - Epreuves concluantes	22
14.1.4 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	22
15 - Garantie des prestations	22
16 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	22
17 - Pénalités	22
17.1 - Pénalités de retard	22
17.2 - Pénalité pour travail dissimulé	23
17.3 - Autres pénalités spécifiques	23
18 - Assurances	25
19.1 - Conditions de résiliation	25
19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	26
20 - Règlement des litiges et langues	26
21 - Clauses complémentaires	27
22 - Dérogations	30

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Marché de Travaux pour la réhabilitation de bâtiments d'hébergement - Quartier Aboville à Poitiers (86)

Le projet porte sur la rénovation de 3 bâtiments d'hébergement sur le quartier Aboville à Poitiers, avec pour objectif une remise à niveau complète des ouvrages. Ces 3 bâtiments édifiés en 1955 sont vétustes.
Le nombre de chambres attendu suite à cette rénovation sera de 15 chambres d'hôtellerie accueillant spécifiquement des agents du ministère) au sein du bâtiment 0049 et de 80 chambres cadres célibataires réparties au sein des bâtiments 0049, 0050 et 0054.

Le projet porte sur la construction d'une surface utile de 3 622 m² (compris circulations et combles)

Enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux : 6 420 945 € HT (valeur février 2025)

Lieu(x) d'exécution :
Poitiers (86)

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 15 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	VRD
02	Dépollution Démolition Gros œuvre
03	Charpente bois
04	Charpente métallique
05	Couverture Etanchéité
06	Bardage bois
07	Menuiseries extérieures aluminium - Occultations
08	Serrurerie
09	Menuiseries intérieures - Mobiliers
10	Cloisons - Doublages - Plafonds
11	Plafonds suspendus
12	Revêtements de sols
13	Peinture Nettoyage
14	Chauffage - Ventilation - Plomberie - Sanitaire
15	Electricité - Courants Forts - Courants Faibles

1.3 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

1. AE et ses annexes
2. CCAP et ses annexes
3. Arrêté du PC et ses annexes
4. RICT
5. Calendrier détaillé des travaux
6. Etudes géotechniques : G2AVP et G2PRO ; Diagnostics : réseaux, amiante, plomb, parasitaire, structure, etc., Préconisations MOA : DIRISI, cyber, etc.
7. CCTPs, plans architecturaux et techniques, prescriptions communes à tous les lots, et leurs annexes (charte chantier propre, CCFSSI, Etude thermique et environnementale, Notice acoustique, Notice sécurité incendie, Notice accessibilité, Notice hydraulique, Tableau de nomenclature des portes, Tableaux de surface, PIC et NOC, etc.).
8. Cahier des charges et convention BIM pour formalisation DOE
9. CCAG travaux
10. CCTG travaux
11. PGC et PPSPS
12. Offre technique du titulaire
13. Actes spéciaux de sous-traitance
14. Eléments de décomposition de l'offre financière du titulaire (DPGF)

En cas de contradiction entre l'une de ces pièces, l'entreprise est réputée avoir chiffré la prestation qui lui est la plus défavorable.

La DPGF n'a de valeur contractuelle que pour les prix d'unité qu'elle contient, pour l'établissement des situations, et le cas échéant, l'estimation des travaux modificatifs. Les quantités qu'elle contient ne sont qu'indicatives, le marché étant forfaitaire. Il appartient à l'entrepreneur de mettre en œuvre toutes les quantités nécessaires à la réalisation complète de l'ouvrage décrit dans le CCTP et réalisé dans les conditions de prix et d'organisation fixées par l'ensemble des pièces contractuelles.

Si des inexactitudes existaient dans les documents graphiques ou écrits, l'entreprise doit, au plus tard à la remise de son offre, signaler ces éventuelles anomalies par écrit au Maître d'ouvrage et au Maître d'œuvre. Passé cette date, l'entreprise ne pourra ni réclamer de supplément de travaux ni modifier le délai contractuel d'exécution au titre de ces inexactitudes.

Le titulaire devra se tenir informé de l'évolution de la législation, de la réglementation et de l'homologation des normes. En cas d'évolution pendant le déroulement des prestations des normes ou règlements auxquelles le présent CCAP ou tout autre document constituant le marché se réfèrent, le titulaire doit en informer aussitôt par écrit le Maître d'œuvre qui répercutera au Maître d'ouvrage pour convenir avec lui de la prise en compte ou non de cette évolution.

Cette information doit être accompagnée d'une analyse au moins sommaire des incidences de ces évolutions sur le projet. La décision du Maître d'ouvrage lui sera notifiée par écrit dans le délai de quinze (15) jours. A défaut, cette évolution ne sera pas prise en compte, sauf si elle se révélait être d'ordre public.

En l'absence d'initiative du titulaire, celui-ci est réputé avoir intégré cette évolution dans ses prestations sans incidence sur le prix de sa rémunération.

3 - Intervenants

3.1 - Désignation de l'acheteur

Nom de l'organisme : AVENSIA Agissant au nom et pour le compte de l'ESID de Bordeaux

3.2 - Représentant de l'acheteur

Nom de l'organisme acheteur : AVENSIA Agissant au nom et pour le compte de l'ESID de Bordeaux

Représentant de l'organisme acheteur : M Romain SAVIGNY

3.3 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

3.4 - Assistance à maîtrise d'ouvrage

L'assistance à maîtrise d'ouvrage est assurée par :

SAS AVENSIA
3 impasse de la Devinière
37170 Chambray-les-Tours

3.5 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

Mandataire :
MURISSERIE
18 Rue du Calvaire
BP 61005
44010 NANTES CEDEX 1
Tél. : 02 40 35 33 32
Courriel : agence@murisserie.fr

Co-traitant :
OTEIS
Armor Plaza Batiment A
9 impasse Claude Nougaro
44800 Saint-Herblain
nantes@oteis.fr

BE Acoustique :
ACOUSTIBEL
22 rue de Turgé
35310 Chavagne
rennes@acoustibel.fr

3.6 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

CRX Ouest
3 allée Saint Alexis
87000 Limoges

3.7 - Coordination des systèmes de sécurité incendie

La coordination des systèmes de sécurité incendie est assurée par le maître d'œuvre.

3.8 - Contrôle technique

Le contrôleur est assuré par :

QUALICONCONSULT

6 avenue Eric Tabarly – CS 60009

17187 Perigny Cedex

Courriel : Larochelle.qc@qualiconsult.fr

SIRET : 401 449 855 01699

3.9 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par :

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION

2 avenue Thomas Edison

86360 Chasseneuil du Poitou

Courriel : emeline.tababot@bureauveritas.com

3.10 - Sous-traitance

- Les entreprises titulaires peuvent sous-traiter l'exécution de certaines parties de leur marché à condition d'avoir obtenu du Maître d'Ouvrage l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

- En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, elles adressent au Maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, ainsi que par mail au maître d'œuvre et à l'AMO (AVENSIA à operation@avensia.fr), un « Dossier de Demande d'Agrément du sous-traitant et de ses Conditions de Paiement », suivant le modèle édité par le Ministère de l'Economie et des Finances (DC4), disponible sur www.economie.gouv.fr, et mentionnant :

1. La nature des prestations sous-traitées ;
2. Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
3. Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
4. Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
5. Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie ;
6. L'attestation sur l'honneur du sous-traitant au regard des exclusions de la procédure (case J1 à cocher).

- Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du Marché, le Titulaire devra joindre en sus du projet d'acte spécial :

o Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ou équivalent de moins de 3 mois ;

o Une attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF datant de moins de 6 mois et qui devra être renouvelée tous les 6 mois jusqu'à l'achèvement de l'intervention du sous-traitant concerné ;

o Une attestation de régularité fiscale émise pour l'année en cours ;

o Une attestation de paiement des cotisations à jour de l'organisme de prévoyance retraite ;

o Une attestation de paiement des cotisations à jour de la Caisse de Congés Payés – Intempéries en cours de validité pour les marchés publics ou une attestation sur l'honneur de non assujettissement à un tel organisme ;

o la copie du ou des jugements prononcés à cet effet prouvant qu'il est autorisé à poursuivre son activité au-delà de la durée du présent marché, s'il fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ou d'une procédure étrangère équivalente ;

o Attestation sur l'honneur de ne pas entrer dans les cas d'exclusion de plein droit (prévus articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du code de la commande publique) – si case J1 du DC4 non cochée ;

o Une attestation d'assurance responsabilité décennale à la date d'ouverture de chantier et en cours de validité, telle que prévue à l'article L 241-1 du code des assurances, ainsi qu'une attestation d'assurance de responsabilité civile obligatoire prévue à l'article L.243-2 du code des assurances, c'est-à-dire justifiant du paiement de la prime ou cotisation d'assurance pour la période en cours.

o Justifier de sa capacité financière et de ses compétences techniques (chiffres d'affaires et références sur les 3 dernières années, moyens humains et moyens matériels ...)

o En outre, le titulaire devra fournir une attestation sur l'honneur qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant ;

o Un relevé d'identité bancaire du sous-traitant, nécessaire à la mise en œuvre du paiement direct.

- L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ces conditions de paiement sont constatés par la signature d'un Acte Spécial (ou imprimé DC4) par l'entreprise titulaire du lot et le maître d'ouvrage. Cet acte spécial, dûment signé et notifié, conditionne le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant.

- Le Maître d'ouvrage adressera une copie de l'agrément validé, par mail, au Maître d'œuvre, à l'Assistant au Maître d'Ouvrage et au coordonnateur SPS.

ACCEPTATION DES SOUS-TRAITANTS INDIRECTS AU DEBUT OU EN COURS DE MARCHE

Les modalités d'acceptation des sous-traitants indirects visés par l'art. 3.6.2 CCAG-Travaux seront identiques à celles des sous-traitants de premier rang.

Néanmoins par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG-Travaux : un sous-traitant indirect ne sera accepté qu'à la condition que son entrepreneur principal apporte la preuve qu'il est techniquement mis dans l'obligation de faire intervenir un spécialiste sous-traitant ; seule la sous-traitance jusqu'au deuxième rang est autorisée par le Maître d'Ouvrage.

Cette preuve doit être apportée à l'appui de l'envoi de la demande d'agrément DC4 au MOA, MOE et AMO.

4 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité

4.1 - Rappel des obligations du titulaire

Le présent marché confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public. Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

A ce titre, lorsqu'ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public, le titulaire veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de manière égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur les mesures qu'il met en œuvre afin d'informer les personnes susvisées de leurs obligations et de remédier aux éventuels manquements.

Lorsque le titulaire entend sous-traiter une partie de l'exécution du service public, il s'assure que les contrats de sous-traitance comportent des clauses rappelant les obligations précitées. Le titulaire communique au

pouvoir adjudicateur chaque contrat de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public, en même temps que sa demande d'acceptation, sous peine de refus dudit sous-traitant.

4.2 - Modalités de contrôle et de sanction

Le titulaire informe les usagers des modalités leur permettant de lui signaler tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Cette information mentionne également les coordonnées du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier. Le pouvoir adjudicateur peut exiger que les personnes responsables des manquements constatés soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, le pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit. Si la mise en demeure reste infructueuse, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de résilier le présent marché pour faute du titulaire, le cas échéant à ses frais et risques.

5 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

6 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

7 - Durée et délais d'exécution

7.1 - Délai global d'exécution des prestations

Le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 34 mois (hors Garantie de Parfait Achèvement, période de déménagement comprise).

7.2 - Durée du contrat

L'acte d'engagement fixe la durée du contrat propre à chaque lot.

L'exécution du marché débute à compter de la date fixée par ordre de service. L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du CCAG Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 20 jours calendaires pour l'ensemble des lots.

Le délai global d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours calendaires égal à celui pendant lequel au moins un des phénomènes naturels dépassera l'intensité limite fixée dans le tableau ci-dessous, après déduction du nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles fixé ci-avant :

Nature du phénomène, Intensité limite et durée :

Température : Inférieure à -2°C mesurée à 7h00 et restant inférieure à 0°C à 10h00 le jour concerné

Précipitations : Supérieures à 10 mm, mesuré entre 6h et 18h du jour concerné

Vent * : Rafales d'une vitesse supérieure à 60 km/h entre 7h et 18h du jour concerné et pendant plus d'une heure

Neige Supérieur à 2 cm mesuré entre 6h du jour concerné et 6h J+1

* : Les intempéries pour vent seront recevables si des moyens de levage fixes sont installés sur le chantier.

Le lieu de référence pour la constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique METEO France la plus proche du lieu d'exécution des prestations.

Pour justifier des journées d'intempéries subies, le titulaire fournira au Maitre d'œuvre et à l'OPC, les relevés mensuels de la station météorologique de référence citée ci-avant, au vu desquels seront appréciés les phénomènes en question.

La prise en compte de ces journées d'intempéries ne s'appliquera que si les conditions météorologiques ont causé une réelle entrave à l'exécution des travaux.

Sont réputés non soumis aux intempéries :

- Les travaux exécutés à l'intérieur des bâtiments après réalisation du clos-couvert et/ou préchauffage ;
- L'approvisionnement et le transport des matériaux et des personnes.

Les arrêts de chantier résultant d'une mauvaise organisation de l'entrepreneur ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution des travaux.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 1 et 2 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 20 jours.

Le lieu de référence pour la constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique METEO France la plus proche du lieu d'exécution des prestations.

Pour justifier des journées d'intempéries subies, le titulaire du lot n°1 fournira au Maitre d'œuvre et à l'OPC, les relevés mensuels de la station météorologique de référence citée ci-avant, au vu desquels seront appréciés les phénomènes en question.

La prise en compte de ces journées d'intempéries ne s'appliquera que si les conditions météorologiques ont causé une réelle entrave à l'exécution des travaux.

Les arrêts de chantier résultant d'une mauvaise organisation de l'entrepreneur ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution des travaux.

7.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution

Les délais d'exécution des travaux sont définis conformément au calendrier prévisionnel d'exécution annexé au présent CCAP. L'ordre de service adressé au titulaire du lot commençant le premier l'exécution des travaux est porté à la connaissance des entreprises chargées des autres lots.

Calendrier détaillé d'exécution

A) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le responsable de la mission d'OPC (ordonnancement, pilotage et coordination de chantier) après consultation auprès des titulaires des différents lots.

Ce calendrier distingue les différents ouvrages et indique pour chaque lot la durée et la date probable de départ de son délai d'exécution ainsi que la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de chaque titulaire sur le chantier. Après acceptation par chaque titulaire, il est soumis par le responsable de la mission d'OPC à l'approbation du pouvoir adjudicateur dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation du chantier.

B) Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

C) En cas de retard dans la notification de l'ordre de service de démarrage des travaux, un délai de quatre mois est prévu. Il est majoré de l'intervalle de temps, résultant du calendrier détaillé d'exécution, qui sépare les dates probables de départ des délais d'exécution propres au lot débutant en premier les prestations d'une part et au lot considéré d'autre part.

D) Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le responsable de la mission d'OPC peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'engagement. Il est alors à nouveau notifié par ordre de service à tous les titulaires.

8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont régies par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis :

- En tenant compte de tous les frais résultants des dispositions du présent CCAP et des autres pièces du marché et des cahiers des charges qui en découlent pour les entreprises ;
- En tenant compte de la fourniture et de la pose de l'ensemble des articles ;
- Sans que soient pris en compte les frais de contrôles techniques, sauf ceux explicitement prévus dans les pièces du marché ;
- En tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée de différents lots ;
- En tenant compte de toutes les sujétions résultant de la présence de canalisations diverses identifiées dans le marché ou visibles in situ : eau, électricité, gaz, etc., à proximité du lieu des travaux et de toutes les précautions à prendre pour assurer leur protection ;
- En tenant compte des dépenses prévues selon l'article 10.1 du CCAG Travaux ;
- En considérant les revendications éventuelles des tiers pour l'emploi de procédés ou d'appareils brevetés ;
- En prévoyant la fourniture d'échantillons, de prototypes, de cellules témoins, définis au CCTP ;
- En tenant compte des frais d'études, de l'élaboration des documents et notes de calculs nécessaires à l'exécution des ouvrages, des frais d'élaboration des documents à remettre après exécution ;
- En tenant compte des frais d'exécution de chacune des prestations décrites, y compris implantation, études préparatoires, tous moyens de levage et de manutention, etc ;
- En tenant compte des frais d'études complémentaires pour établir les dossiers des ouvrages exécutés ;
- En tenant compte des frais d'installation, d'entretien et de repliement des installations de chantier, y compris remise en état des lieux, suivant constat d'huissier réalisé au démarrage du chantier ;
- En tenant compte des frais liés à la mise en œuvre des prescriptions figurant au PGC ;
- En tenant compte des frais de reprographie des plans fournis par la Maîtrise d'œuvre ;
- En tenant compte de tous les frais afférents à l'ensemble des tests, essais, ou attestation, tant sur les installations provisoires que sur les installations définitives ;
- En tenant compte des frais liés à la formation du personnel chargé de l'utilisation et de l'exploitation de l'ouvrage ;
- En tenant compte des frais de réception, reprise, raccord, retouches, etc. après l'intervention des autres corps d'état précédant ou suivant l'exécution des tâches de chaque entrepreneur ;
- En tenant compte de tous les frais générés par les assurances propres aux entreprises (responsabilité civile et décennale) et toute assurance complémentaire nécessitée par la nature ou le risque des travaux à réaliser ;
- En tenant compte des dispositions prévues dans le présent marché concernant les dépenses communes.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Les prix tiennent compte des dépenses communes de chantier.

8.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de réception des offres ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Formules
01	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT01 (n) / BT01 (o))$
02	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT01 (n) / BT01 (o))$
03	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT16b (n) / BT16b (o))$
04	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT07 (n) / BT07 (o))$
05	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT53 (n) / BT53 (o))$
06	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT01 (n) / BT01 (o))$
07	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT42 (n) / BT42 (o))$
08	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT42 (n) / BT42 (o))$
09	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT18a (n) / BT18a (o))$
10	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT08 (n) / BT08 (o))$
11	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT08 (n) / BT08 (o))$
12	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT01 (n) / BT01 (o))$
13	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT46 (n) / BT46 (o))$
14	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT41 (n) / BT41 (o))$
15	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT47 (n) / BT47 (o))$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les indices publiés au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
01	BT01	Index du bâtiment - Tous corps d'état - Base 2010
02	BT01	Index du bâtiment - Tous corps d'état - Base 2010
03	BT16b	Index du bâtiment - Charpente bois - Base 2010
04	BT07	Index du bâtiment - Ossature et charpentes métalliques - Base 2010

05	BT53	Index du bâtiment - Étanchéité - Base 2010
06	BT01	Index du bâtiment - Tous corps d'état - Base 2010
07	BT42	Index du bâtiment - Menuiserie en acier et serrurerie - Base 2010
08	BT42	Index du bâtiment - Menuiserie en acier et serrurerie - Base 2010
09	BT18a	Index du bâtiment - Menuiserie intérieure - Base 2010
10	BT08	Index du bâtiment - Plâtre et préfabriqués - Base 2010
11	BT08	Index du bâtiment - Plâtre et préfabriqués - Base 2010
12	BT01	Index du bâtiment - Tous corps d'état - Base 2010
13	BT46	Index du bâtiment - Peinture, tenture, revêtements muraux - Base 2010
14	BT41	Index du bâtiment - Ventilation et conditionnement d'air - Base 2010
15	BT47	Index du bâtiment - Électricité - Base 2010

8.3 - Répartition des dépenses communes

Les dépenses sur compte prorata, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées sont mises à la charge des titulaires.

Le titulaire désigné pour la gestion du compte prorata (dénommé lot principal) procède au règlement des dépenses correspondantes, mais il peut demander des avances aux autres titulaires. En fin de chantier, il effectuera la répartition des dites dépenses au prorata du montant des situations cumulées de chaque entreprise. Dans cette répartition, l'action du maître d'œuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les titulaires lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

Par dérogation à l'article 9.1 du CCAG Travaux, la répartition des dépenses communes à prévoir est détaillée dans le tableau joint en annexe au présent CCAP. et selon les dispositions suivantes :

1. Dépenses d'entretien

Les dépenses d'entretien des installations et ouvrages décrits dans le présent marché sont réputées rémunérées par les prix du lot ou macro-lot correspondant, étant précisé qu'incombe à chaque lot ou macro-lot :

- Le ramassage des déchets et le nettoyage du chantier pendant et après l'exécution des travaux dont il a la charge,
- L'évacuation de ses propres déchets, déblais, etc. jusqu'aux lieux de stockage fixé par le maître d'œuvre,
- Le nettoyage, la réparation et la remise en état des installations et équipements qu'il a sali ou détérioré.

En cas de non-respect de ces exigences, le maître d'œuvre se réserve la possibilité, après simple demande en rendez-vous de chantier non suivie d'effet dans la semaine suivante, de faire intervenir, aux frais des entreprises défaillantes, une entreprise de nettoyage extérieure.

Les frais inhérents à l'intervention d'une entreprise tierce pourront :

- Soit être portés au crédit de la ou des entreprises dont l'inaction aura nécessité cette intervention. Les sommes correspondantes seront alors retenues par le maître d'œuvre sur les projets de décomptes.
- Soit être pris en charge au titre du compte prorata, sur demande du maître d'œuvre, si les entreprises responsables n'ont pu être identifiées.

2. Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement à prévoir dans le prix du marché conclu par le titulaire du lot concerné sont précisées dans le tableau de répartition des dépenses communes joint en annexe au présent CCAP.

3. Dépenses diverses sur compte prorata

Les dépenses à porter au compte prorata du chantier sont détaillées dans le tableau de répartition des dépenses communes joint en annexe au présent CCAP.

Les frais inhérents aux prestations suivantes pourront également être portés au compte prorata, sur décision du maître d'œuvre :

- Frais de remise en état de la voirie publique, des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés ou détournés lorsqu'il n'est pas possible d'identifier le responsable de ces dégradations ;
- Gardiennage éventuel en cours de chantier. Le gardiennage pourra être imposé par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage si ces derniers estiment la nécessité de le mettre en place pour des raisons de sécurité des personnels, usagers ou des ouvrages ;
- Frais de nettoyage, de réparation et de remplacement des fournitures et des matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés dans les cas suivants :
 - L'auteur des dégradations et/ou détournements ne peut être découvert ;
 - Les dégradations et/ou détournements ne peuvent être imputés au titulaire d'un lot déterminé ;
 - La responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers.

Sauf dispositions contraires dans le CCTP et ses annexes, les dépenses communes de chantier à inscrire au compte prorata sont réparties et recouvrées au prorata du montant des marchés des différents lots.

Le Comité de contrôle du compte prorata est constitué par les entreprises titulaires d'un marché et gérée par le titulaire du lot chargé du Gros-œuvre.

Le provisionnement du compte prorata est réputé inclus dans les offres et ne peut donner lieu à aucune contestation.

En cas de désaccord au sein de ce Comité, celle-ci est réputée s'en remettre à l'avis de la maîtrise d'œuvre.

La notification de la convention par les 2/3 des entreprises titulaires entrainera l'application de la convention à l'ensemble des entreprises participant au compte prorata.

4. Remboursement des dépenses du compte prorata

Le paiement par le maître d'ouvrage du solde des travaux est subordonné à la production d'un quitus du Comité de contrôle certifiant que l'entreprise concernée est à jour de ses paiements au compte prorata.

Dans l'hypothèse où l'entreprise refuserait de s'acquitter de ce paiement et après mise en demeure restée sans effet, le maître d'ouvrage retiendra le montant correspondant sur le solde des marchés de travaux.

9 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Travaux.

10.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

10.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

11 - Modalités de règlement des comptes

11.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général en appliquant les derniers indices et index publiés à la date d'établissement de ce décompte.

11.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 11000201100044

11.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

11.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

11.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

12 - Conditions d'exécution des prestations

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

12.1 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constructives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Le CCTP définit les compléments et les dérogations à apporter aux dispositions du CCAG Travaux et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le Maître d'oeuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité seront assurées par le Maître d'oeuvre et le bureau de contrôle.

- Le CCTP précise les matériaux, produits et composants de construction devant faire l'objet de vérification, ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins ou carrières de l'entrepreneur ou de sous-traitants et fournisseurs ainsi que les modalités correspondantes.

- Sauf accord intervenu entre le Maître d'oeuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications et la surveillance seront assurées par le Maître d'oeuvre et le bureau de contrôle.

- Le Maître d'oeuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- o S'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés en dépenses communes,
- o S'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le Maître de l'Ouvrage.

- Avant tout emploi, l'entrepreneur adresse au Maître d'oeuvre et au bureau de contrôle les procès-verbaux d'essais, effectués par des laboratoires agréés, des matériaux ou éléments de construction qu'il se propose d'employer.

Ces procès-verbaux attestent que le comportement au feu des dits matériaux ou éléments de construction répond à l'utilisation qui en est prévue.

L'entrepreneur n'a toutefois pas à produire de procès-verbaux pour les matériaux ou éléments de construction qui seraient déjà munis d'une marque de contrôle NF indiquant leur catégorie de réaction au feu ou leur degré de résistance au feu.

12.2 - Implantation des ouvrages

Aucun piquetage n'est prévu pour cette opération.

12.3 - Préparation et coordination des travaux

12.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché qui, conformément à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, est de 2 mois à compter du début de ce délai. Les tâches à réaliser par le titulaire pendant la période de préparation sont les suivantes :

Il sera procédé, au cours de cette période de préparation, conformément aux articles 28.2 et 28.3 du CCAG Travaux, aux opérations énoncées ci-après :

- Par les soins du Maître d'Ouvrage : permettre l'accès au chantier et assurer la desserte du chantier en fluides, énergie et réseaux divers ;
- Établissement par chaque entreprise, avec présentation au Maître d'œuvre pour visa, du programme d'exécution des travaux dans les conditions prévues à l'article 28.2 du CCAG-Travaux (matériel, méthode et calendrier d'exécution, projet d'installation de chantier dont ouvrages provisoires) ;
- Établissement par le titulaire du lot chargé du Gros-œuvre, avec présentation au coordonnateur SPS pour visa du projet de plan d'installation de chantier ;
- Établissement par chaque entreprise de son PPSPS, après avoir réalisé la visite d'inspection commune avec le CSPS ;
- Établissement et présentation par chaque entreprise des plans d'exécution, des plans d'atelier et de chantier, plans de retrait, notes de calculs et études de détails nécessaires pour le début des travaux dans les conditions prévues à l'article 29.1 du CCAG-Travaux ;
- Exécution des travaux préparatoires, voiries préalables et des installations de chantier nécessaires au démarrage des travaux, suivant les dispositions prévues dans le CCTP et le PGC SPS ;
- Préparation par chaque entreprise de la participation à la cellule de Synthèse ;
- Établissement par l'OPC en collaboration avec les entreprises et la MOE, et sur la base du calendrier prévisionnel puis détaillé d'exécution, du planning prévisionnel de production des plans d'exécution, ;
- Échantillons, locaux témoins, etc.

Le responsable de la mission d'OPC a la charge d'élaborer, après consultation des entreprises, le calendrier détaillé d'exécution énoncé au présent document.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 30 jours au plus tard après la notification du marché.

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

12.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent contrat sous le nom de " coordonnateur SPS ".

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 200,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

12.3.3 - Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

12.4 - Etudes d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 10 jours après leur réception.

La transmission électronique de ces documents est effectuée dans les conditions suivantes :
Transmission par tout moyen permettant d'assurer date certaine des envois.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent aussi être visés par le contrôleur technique mentionné au présent CCAP.

12.5 - Installation et organisation du chantier

12.5.1 - Installation de chantier

Le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien des installations de chantier dans les conditions suivantes :

Les dispositions relatives aux installations de chantier sont prévues conformément au CCTP et au PGC SPS.

12.5.2 - Signalisation de chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

Assuré conformément à la répartition des dépenses communes fixée en annexe au CCAP.

12.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

12.6.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

Les dépenses liées à la gestion et l'évacuation des déchets de chantier et des déblais jusqu'aux lieux de stockage fixé par le maître d'œuvre sont réputées rémunérées par les prix du lot correspondant.

En cas de non-respect de ces exigences, le maître d'œuvre se réserve la possibilité, après simple demande en rendez-vous de chantier non suivie d'effet dans la semaine suivante, de faire intervenir, aux frais des entreprises défaillantes, une entreprise de nettoyage extérieure.

12.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

Les dépenses liées au nettoyage, la réparation et la remise en état des installations et équipements salis ou détériorés sont réputées rémunérées par les prix du lot correspondant.

En cas de non-respect de ces exigences, le maître d'œuvre se réserve la possibilité, après simple demande en rendez-vous de chantier non suivie d'effet dans la semaine suivante, de faire intervenir, aux frais des entreprises défaillantes, une entreprise de nettoyage extérieure.

12.6.3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents suivants :

Par dérogation à l'article 40 du CCAG Travaux, le titulaire devra remettre, au plus tard le jour des OPRT, un projet de son Dossier d'Ouvrages Exécutés (DOE) en 1 exemplaire au Maître d'œuvre. Une copie de ce projet de DOE sera adressée en même temps aux BET concernés.

Une fois le projet de DOE validé par la Maîtrise d'œuvre, l'entreprise devra en transmettre 4 exemplaires dont 1 reproductible (sur support numérique ou clé USB).

Les DOE devront, notamment, indiquer :

- Le positionnement de l'ouvrage concerné dans son environnement (situation, profils, repérages) ;
- La consistance de l'ouvrage et ses dimensions (plans, élévations, coupes) et les dispositions constructives (notes de calcul) ;
- Le fonctionnement de l'ouvrage et sa maintenance (notice d'entretien...) ;
- Les références et caractéristiques techniques des produits et matériaux utilisés et mis en œuvre (fiches techniques, RAL, garantie constructeur, PV de classement, labels ...) ;
- Etc.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une retenue égale à 200,00 € par jour de retard est prélevée sur le dernier acompte. Cette retenue sera remboursée dès que les documents manquants seront fournis.

13 - Développement durable

Sans objet.

14 - Réception

14.1 - Réception des travaux

14.1.1 - Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux et se déroule simultanément pour tous les lots dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire du lot 01 avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception. La décision relative à la réception sera ensuite notifiée au titulaire du lot précité.

Conformément à l'article 42.1 du CCAG Travaux, la fixation dans le marché pour une tranche de travaux, un ouvrage ou une partie d'ouvrage, d'un délai d'exécution distinct du délai d'exécution de l'ensemble des travaux implique une réception partielle de cette tranche de travaux, de cet ouvrage ou de cette partie d'ouvrage.

Ainsi, considérant les différents délais d'exécution des travaux fixés au planning d'exécution, la réception des travaux pourra faire l'objet d'une ou plusieurs réception(s) partielle(s) des ouvrages ou parties d'ouvrages réalisées, avant l'achèvement de la totalité des ouvrages, en fonction du phasage et de l'avancement de l'opération.

Chaque réception partielle donnera lieu à la rédaction d'un procès-verbal contradictoire de réception partielle avec ou sans réserves. Les délais de levées des réserves et de garantie, affectés à la réalisation de l'ouvrage ou de la partie de l'ouvrage objet la réception partielle courent à compter de la date de prise d'effet de celle-ci.

Pour mettre en œuvre cette (ces) réception(s), et par dérogation à l'article 41.1 du CCAG Travaux, la date d'achèvement prise en compte pour procéder aux opérations préalables à la réception des travaux (OPRT) sera fixée au lendemain de la date de fin du délai d'exécution des travaux considérés, tel que prévu dans la notification du marché ou dans l'(les) ordre(s) de service prescrivant ce(s) délai(s).

La date d'effet de cette (ces) réception(s) ne pourra être antérieure à celle des OPRT qui s'y rapportent.

Les éventuels certificats de conformité (CONSUEL, GAZ, essais pressions, etc.) ou PV d'essais des installations devront être remis au plus tard lors des OPRT. Les épreuves prévues à l'article 41.2 du CCAG Travaux sont, le cas échéant, précisées dans le CCTP du lot concerné.

Le projet de DOE devra également être remis au plus tard lors des OPRT.

Dans tous les cas, le décompte général est unique pour l'ensemble des travaux, la notification de la dernière décision de réception partielle faisant courir le délai prévu au marché.

De plus, les stipulations générales relatives à la libération des sûretés ne sont applicables qu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux réalisés.

14.1.2 - Réception partielle

La réception partielle des ouvrages ou parties d'ouvrages est réalisée conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG-Travaux.

14.1.3 - Epreuves concluantes

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux pièces techniques du cahier des charges.

14.1.4 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit de disposer des ouvrages ou parties d'ouvrages non encore achevés désignés ci-après, aux stades d'avancement suivants des travaux :

Le maître d'ouvrage pourra solliciter à tout moment de l'opération la mise à disposition d'une tout ou partie de l'ouvrage dans les conditions définies à l'article 43 du CCAG Travaux.

15 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Ce délai sera éventuellement prorogé s'il n'était pas remédié aux désordres intervenus au cours de cette période à la survenance de son expiration.

Le délai de garantie des ouvrages ou parties d'ouvrages qui font l'objet d'une réception partielle court à compter de la date d'effet de cette réception partielle.

16 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 48 du CCAG-Travaux, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

17 - Pénalités

17.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 2,00/3000 du montant HT du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande, et assortie d'un montant minimum de 500,00 € HT.

Cette retenue s'entend par jour calendaire de retard dans l'exécution des travaux, entraînant ou non un report du délai partiel d'exécution du fait de l'entreprise.

Cette même disposition sera applicable pour tout retard d'exécution dans la présentation d'un local témoin ou la réception d'une phase de travaux, dont la date d'achèvement aura préalablement été fixée par le maître d'œuvre ou l'OPC.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

17.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 5 000,00 € HT.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

17.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Retard dans la levée des réserves	Journalière	2,00/3000	<p>À l'issue du délai accordé pour lever les réserves dont serait assortie la réception (ou les réceptions partielles) et en cas de non-respect de celui-ci, une retenue journalière de 2/3000ème du marché de base HT (avec un minimum de 500€ HT) pourra être appliquée au décompte final de l'entreprise.</p> <p>Une retenue provisoire de 1,5% du montant du marché pourra être opérée sur les sommes dues aux titulaires jusqu'à la levée complète et définitive des réserves dûment constatée par le maître d'œuvre.</p>
Absence aux réunions de chantier, réunions SPS et CISSCT	Forfaitaire	200,00 €	<p>Retenue appliquée sur simple constatation du maître d'œuvre, de l'OPC ou du coordonnateur SPS.</p> <p>Un retard à une réunion supérieur à ½ heure sera considéré comme une absence.</p> <p>La représentation de l'entreprise par une personne non qualifiée et non habilitée à engager la société sera considérée comme une absence.</p>
Retard dans la fourniture de documents	Journalière	200,00 €	<p>Les documents (plans exécution, notes de calcul, plannings, détails, devis, dossier des ouvrages exécutés, DIUO...), échantillons ou prototypes, demandés par le Maître d'œuvre, le Pilote, le Bureau de Contrôle ou le coordonnateur SPS, et non fournis en temps et en heure pourront entraîner l'application d'une retenue de 200 € HT par jour calendaire et par document.</p> <p>Cette disposition s'applique également en phase VISA.</p> <p>Les documents qui auront été remis non conformes ou incomplets seront considérés comme non remis.</p>

Défaut ou retard de nettoyage / évacuation de gravats	Journalière	200,00 €	<p>Pour tout défaut ou retard de nettoyage, non évacuation des gravats, une retenue de 200 € HT par jour calendaire sera appliquée jusqu'à exécution du nettoyage demandé. Cette retenue sera également appliquée dans le cas où le nettoyage ou l'évacuation serait intervenu mais jugé non satisfaisant.</p> <p>En cas de défaillance, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'œuvre pourront faire intervenir sur simple constat, une entreprise extérieure de leur choix aux frais et risques des entreprises défaillantes ou aux frais du compte prorata.</p>
Remise en état des lieux	Journalière	200,00 €	Pour tout défaut ou retard dans la remise en état des lieux à la fin de l'intervention de l'entrepreneur, une retenue journalière de 200€ HT sera appliquée.
Non-respect des principes de prévention, d'organisation et de sécurité chantier	Forfaitaire	500,00 €	<p>Tout contrevenant aux règles de prévention, mettant en péril aussi bien sa sécurité que celle d'autrui (absence de protections individuelles, dépose illicite de protections collectives, etc.), ainsi qu'aux règles de stationnement des véhicules d'entreprises ou personnels, se verra appliquer une retenue de 500€ HT sur simple constat de l'infraction.</p> <p>Le défaut de fermeture du chantier fera également l'objet d'une retenue journalière de 500 € HT.</p>
Retard dans la fourniture des documents Code du Travail	Journalière	100,00 €	<p>Le titulaire du marché s'engage à produire les documents mentionnés à l'art D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du code du travail tous les six mois à compter de la notification du marché.</p> <p>En cas de retard dans la production de ces documents et après mise en demeure restée sans effet, le titulaire subira une retenue égale à 100 € HT par jour de retard.</p>

Non-respect des dispositions de la charte "chantier propre"	Forfaitaire	75,00 €	<p>Les retenues applicables en cas de non-respect des dispositions à mettre en œuvre et à respecter au titre de la charte « chantier propre », telle que définie au CCTP des clauses communes, sont les suivantes :</p> <p>Dépôt sauvage ou enfouissement des déchets : 300 € HT par infraction constatée</p> <p>Non-respect des exigences de la charte « chantier propre » : 75 € HT par infraction constatée</p> <p>Non remise des bordereaux de suivi des déchets : 150 € HT par jour de retard et par bordereau</p> <p>Non production des documents spécifiques de suivi de la qualité environnementale : 75 € HT par jour de retard et par document</p>
---	-------------	---------	--

18 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Le cas échéant, l'entrepreneur devra fournir l'attestation d'assurance complémentaire garantissant les risques des matériaux hors normes. Les responsabilités de l'extension d'assurance devront être solidaires entre le fournisseur et le poseur et être spécifiques au chantier. L'exécution sera, en tout état de cause, conforme aux prescriptions du fabricant.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

19.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

A - Résiliation pour motif d'intérêt général

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 50.4 du C.C.A.G. est fixé à 5 %.

B - Résiliation du marché pour faute du titulaire

Si le marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 50.3 et 52.4 du C.C.A.G., la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par le maître d'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %.

Le maître d'ouvrage peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

Sauf dans les cas prévus aux g, i, k et l du 46.3.1 du C.C.A.G., une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée sans effet.

C - Résiliation du marché pour décès, incapacité civile ou incapacité physique du titulaire

Dans le cas d'une résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile ou physique du titulaire (art. 50.1.1. et 50.1.3. du C.C.A.G.), les prestations sont réglées sans abattement.

D - Résiliation en cas de groupement

En cas de groupement, dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues aux articles 50.1.1 à 50.1.3. du C.C.A.G., les dispositions prévues par ces articles sont applicables.

Il est précisé que l'inexactitude des renseignements prévus aux articles R. 2143-3 à 2143-15 du Code de la commande publique peut entraîner, par décision du maître d'ouvrage, la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire. Dans ce cas, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, seront prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

20 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Bordeaux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

21 - Clauses complémentaires

ÉTABLISSEMENT DES PRIX DE TRAVAUX MODIFICATIFS

En cas de travaux modificatifs en cours d'exécution des prestations du marché, le Maître d'œuvre demandera à l'entreprise de fournir, dans les quinze (15) jours, un devis justifié et détaillé (détail des modifications apportées aux postes de la DPGF ou détail des nouveaux postes à créer dans la DPGF, détails des métrés, factures des fournisseurs, et tout élément justificatif...).

La réalisation des travaux modificatifs ne pourra intervenir avant notification à l'entrepreneur concerné d'un Ordre de Service (OS) et a minima d'un avenant établi par le Maître d'ouvrage et/ou le Maître d'œuvre.

Le paiement des travaux modificatifs (à l'occasion d'un projet de décompte) ne pourra pas intervenir avant notification de l'avenant précité.

REGLEMENTS DU PRIX DES OUVRAGES OU TRAVAUX NON PREVUS, AUGMENTATION OU DIMINUTION DANS LA MASSE DES TRAVAUX

Les dispositions de l'article 13 du CCAG Travaux, et du présent CCAP s'appliquent.

Par dérogation aux articles 14 et 15 du CCAG Travaux, l'augmentation ou la diminution limite est fixée à 15% de la masse initiale des travaux.

DELAIS D'EXECUTION DES TRAVAUX

Le délai global d'exécution des travaux est mentionné dans l'acte d'engagement.

Le calendrier prévisionnel d'exécution joint au DCE est indicatif et sera complété par l'OPC pour faire apparaître les délais partiels et sera ensuite mis au point pendant la période de préparation avec l'ensemble des intervenants du chantier puis rendu contractuel.

CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS

- Le CCTP définit les compléments et les dérogations à apporter aux dispositions du CCAG Travaux et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le Maître d'œuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité seront assurées par le Maître d'œuvre et le bureau de contrôle.

- Le CCTP précise les matériaux, produits et composants de construction devant faire l'objet de vérification ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins ou carrières de l'entrepreneur ou de ses sous-traitants et fournisseurs ainsi que les modalités correspondantes.

- Sauf accord intervenu entre le Maître d'œuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications et la surveillance seront assurées par le Maître d'œuvre et le bureau de contrôle.

- Le Maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché auquel cas :

- o S'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés en dépenses communes,
- o S'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le Maître de l'Ouvrage.

- Avant tout emploi, l'entrepreneur adresse au Maître d'œuvre et au bureau de contrôle les procès-verbaux d'essais, effectués par des laboratoires agréés, des matériaux ou éléments de construction qu'il se propose d'employer.

Ces procès-verbaux attestent que le comportement au feu des dits matériaux ou éléments de construction répond à l'utilisation qui en est prévue.

L'entrepreneur n'a toutefois pas à produire de procès-verbaux pour les matériaux ou éléments de construction qui seraient déjà munis d'une marque de contrôle NF indiquant leur catégorie de réaction au feu ou leur degré de résistance au feu.

IMPLANTATION GENERALE

L'implantation des ouvrages est à la charge du titulaire du lot chargé du Gros-œuvre sur la base des plans établis par le Maître d'œuvre.

Cette entreprise devra obligatoirement faire appel, à sa charge, à un géomètre expert pour la vérification et l'établissement d'un plan des repères qui sera soumis pour acceptation au Maître d'œuvre avant tous les travaux, et pour l'implantation des ouvrages sur site.

L'entreprise titulaire du lot chargé du Gros-œuvre procédera également au traçage et à l'entretien de traits de niveau à l'intérieur du bâtiment, qui seront matérialisés par des repères fixes spittés.

PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRES

Le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre ont indiqué dans le dossier de consultation toutes les informations en leur possession sur les ouvrages souterrains ou enterrés.

L'entrepreneur devra en prendre connaissance et en assurer la vérification sur place afin d'obtenir si nécessaire un complément auprès des services concernés.

Conformément à l'article 27.3.1 du CCAG-Travaux et aux articles R 554-20 à 554-23 et 554-27 du Code de l'environnement, il appartient au maître d'ouvrage de recueillir toutes les informations sur la nature et la position des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, tels que canalisations, câbles ou autres réseaux et de les fournir au titulaire en vue de leur report sur le terrain par un piquetage spécial. Une fois effectué, le marquage ou piquetage est maintenu en bon état tout au long du chantier par chacun des exécutants des travaux au fur et à mesure de leurs interventions respectives.

Conformément à l'article R. 554-24 du Code de l'environnement, l'exécutant des travaux consulte le guichet unique (<http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr>) afin d'obtenir la liste et les coordonnées des exploitants des ouvrages en service concernés par les travaux appartenant à l'une des catégories mentionnées à l'article R. 554-2, ainsi que les plans détaillés des ouvrages en arrêt définitif d'exploitation.

L'entreprise chargée des travaux à proximité d'un ouvrage souterrain, enterré, subaquatique ou aérien doit impérativement envoyer à l'exploitant, une DICT (déclaration d'intention de commencement de travaux) au moyen du formulaire de déclaration dématérialisé ou de l'imprimé réglementaire cerfa n°14434.

La réponse de l'exploitant prend la forme d'un récépissé apportant toutes informations utiles pour que les travaux soient exécutés dans les meilleures conditions de sécurité.

Les travaux ne peuvent être entrepris avant l'obtention de tous les récépissés de déclaration relatifs à des ouvrages, en service, sensibles pour la sécurité.

L'entreprise chargée des travaux conserve un exemplaire du récépissé de la DICT sur le chantier pendant toute la durée de celui-ci.

Si les travaux annoncés dans la DICT ne sont pas entrepris dans le délai de trois mois à compter de la date de la consultation du guichet unique, le déclarant effectue une nouvelle déclaration dans laquelle il apporte, le cas échéant, les modifications nécessaires. De même en cas d'interruption des travaux supérieure à trois mois, le déclarant effectue une nouvelle déclaration. Si la durée des travaux dépasse six mois, ou si le délai d'exécution des travaux dépasse celui annoncé dans la déclaration, le déclarant effectue une nouvelle

déclaration au-delà de ce délai auprès des exploitants d'ouvrages sensibles pour la sécurité, à moins que des réunions périodiques n'aient été planifiées entre les parties dès le démarrage du chantier.

Si des travaux présentant un caractère d'urgence devaient être entrepris sur instruction du Maître d'Ouvrage, ils pourraient être exécutés sans DICT, à condition d'obtenir l'autorisation d'intervention prévue à l'article R 554-31 du Code de l'environnement.

La loi n°2006-1537 du 7 décembre 2006 institue que le fait de procéder à des travaux à proximité d'un ouvrage de transport ou de distribution de gaz, sans avoir adressé au préalable à l'exploitant de l'ouvrage concerné le dossier de déclaration d'intention de commencement de travaux, constitue un délit au sens de l'article 121-3 du code pénal et est puni d'une amende de 25 000 Euros.

De même, l'auteur d'une atteinte à un ouvrage de transport ou de distribution de gaz de nature à mettre en danger la sécurité des personnes et des installations ou la protection de l'environnement a l'obligation de la déclarer à l'exploitant de l'ouvrage. Le fait d'omettre cette déclaration est puni d'une peine de six mois d'emprisonnement et d'une amende de 80 000 Euros (articles L 433-23 et L 433-24 du code de l'énergie).

REUNIONS DE CHANTIER HEBDOMADAIRES

L'entrepreneur, convoqué par le compte-rendu (CR) de la réunion précédente, est tenu d'assister aux réunions de chantier ou d'y déléguer un agent qualifié, muni des pouvoirs réglementaires, sous peine des pénalités visées dans le présent CCAP.

Chaque réunion de chantier fait l'objet d'un compte-rendu écrit, rédigé et diffusé e-mail par le Maître d'œuvre et/ou l'OPC aux divers Entrepreneurs, au Bureau de Contrôle, au coordonnateur SPS, à l'OPC, au Maître d'ouvrage, au mandataire, et si nécessaire à l'équipe de Maîtrise d'œuvre.

L'entreprise aura un délai de cinq (5) jours à compter de la réception du CR de réunion de chantier et, au plus tard, jusqu'à la réunion suivante, pour faire part de ses contestations ou réserves par écrit au Maître d'œuvre.

CONSERVATION DES OUVRAGES

Il est porté à la charge de l'entreprise de tout mettre en œuvre (protections, reprises) pour conserver l'état neuf de ses ouvrages jusqu'à la réception (cf CCTP pour plus de détails).

ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG seront assurés sur le chantier par un laboratoire ou un bureau de contrôle agréé.

L'entrepreneur devra procéder à ses frais à l'ensemble des essais et vérifications prévus dans les documents techniques du marché ou demandés en cours d'exécution par le maître d'œuvre ou le bureau de contrôle.

Les dispositions de l'article 24.4 du CCAG Travaux relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre, sont applicables à ces essais.

CONNAISSANCE DES LIEUX

L'article 9.1.1 du CCAG Travaux est complété comme suit :

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance du site concerné et de toutes les contraintes et sujétions liées à son environnement.

De même, il est réputé avoir consulté tous les documents mis à sa disposition par le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre.

Le titulaire ne pourra se prévaloir de la méconnaissance d'aucun élément d'information dont il n'aurait pas fait la demande ou de l'inexactitude de renseignements obtenus, dans l'objectif d'obtenir réparation ou dédommagement de tout préjudice causé par ce manque d'information ou ces erreurs d'interprétation.

Le titulaire est réputé avoir vérifié et fait sien l'ensemble des renseignements ou informations recueillis.

22 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Travaux
- L'article 6 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Travaux
- L'article 8.2 du CCAP déroge à l'article 9.4.4 du CCAG - Travaux
- L'article 11.1 du CCAP déroge al.4 de l'article 12.4.2 du CCAG - Travaux
- L'article 12.4 du CCAP déroge à l'article 29.1.5 du CCAG - Travaux
- L'article 12.5.1 du CCAP déroge à l'article 31.1 du CCAG - Travaux
- L'article 12.6.3 du CCAP déroge à l'article 40 du CCAG - Travaux
- L'article 14.1.1 du CCAP déroge à l'article 41.1 du CCAG - Travaux
- L'article 14.1.1 du CCAP déroge à l'article 41.3 du CCAG - Travaux
- L'article 16 du CCAP déroge à l'article 48 du CCAG - Travaux
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.3 du CCAG - Travaux
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG - Travaux
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG - Travaux
- L'article 7.3 du CCAP déroge à l'article 9.1 du CCAG - Travaux
- L'article 11.6.3 du CCAP déroge à l'article 40 du CCAG - Travaux
- L'article 13.1.1 du CCAP déroge à l'article 41.1 du CCAG - Travaux
- L'article 15 du CCAP déroge à l'article 48 du CCAG - Travaux
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 20 du CCAP déroge aux articles 14 et 15 du CCAG - Travaux

ANNEXES AU PRESENT CCAP :

- Annexe 1 : Tableau de répartition des dépenses communes
- Annexe 2 : Arrêté du 19_05_2020_ Interv-Ent-Exter
- Annexe 3 : Annexe Guide DOE
- Annexe 4 : Charge graphique
- Annexe 5 : Exigences cyber
- Annexe 6 : Modèle G2D GTP Garantie
- Annexe 7 : MODE OP DEPOT CHORUS